

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

ARRÊTÉ DU MAIRE

N°2026-59

ARRETE PORTANT AUTORISATION TEMPORAIRE DE VOIRIE

Le Maire de la Ville de LUDRES,
Vu les articles L. 2211-1, L. 2212-2, L. 2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article R. 610-5 du Code Pénal,
Vu les travaux nécessaires à la réfection ponctuelle de la chaussée, que doit réaliser l'entreprise EIFFAGE, 189 Grande rue,
Vu l'enregistrement travaux du Grand Nancy n°328 26 2134707,
Considérant qu'il est utile et nécessaire de prendre toutes les mesures appropriées pour éviter les accidents pendant la durée du chantier,

ARRETE

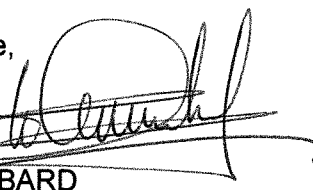

ARTICLE 1^{er} : En raison des travaux à la réfection ponctuelle de la chaussée, que doit réaliser l'entreprise EIFFAGE, 189 Grande rue, **le 01 avril 2026, de 7h à 17h**, la circulation s'effectuera par demi-chaussée avec piquets mobiles, avec fermeture partielle de la Grande Rue dans le sens descendant. Une déviation sera mise en place à hauteur de l'intersection Grand Chemin / rue du Mont pour le sens descendant. L'entreprise devra veiller à maintenir un passage libre de 4m pour les véhicules de secours. La vitesse sera limitée à 30 km/h. Le stationnement sera interdit sauf les véhicules de chantier. Le cheminement des piétons devra être transféré sur le trottoir d'en face et réglementairement signalé. La zone de chantier devra être protégée, réglementairement signalée et mise en sécurité par des barrières. L'entreprise devra s'assurer du maintien de la voirie et des abords en parfait état de propreté. A l'issue des travaux, la zone de chantier devra être remise en état conformément au règlement de voirie de la Métropole du Grand Nancy.

ARTICLE 2 : La signalisation adéquate en amont et en aval du chantier et les mesures de sécurité seront assurées par l'entreprise EIFFAGE.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 4 : Les services de la Police Nationale et de la Police Municipale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LUDRES, le 26 mars 2026.

Le Maire,


WINANT LOMBARD